

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2025-02 du 17 janvier 2025

Sommaire

Commerce et sanctions

1. L'administration Biden publie de nouvelles mesures de contrôle-export dans le secteur des semiconducteurs
2. Les États-Unis sanctionnent plus de 250 entités et individus contribuant aux efforts de la base militaro-industrielle russe

Climat – énergie – environnement

3. Le Président Biden publie un décret présidentiel visant à faciliter le développement des data centers
4. Le Département de l'Énergie mise sur la géothermie pour réduire les émissions des bâtiments
5. Les États-Unis publient leur nouvelle Stratégie nationale d'adaptation et de résilience au changement climatique

Transport et infrastructure

6. Le Département des Transports publie un bilan de son action sous l'administration Biden

Industrie

7. L'administration américaine annonce l'octroi de 210 M\$ de subventions supplémentaires à six Tech Hubs

Agriculture et industrie agroalimentaire

8. L'USDA publie son rapport annuel sur la propriété étrangère des terres agricoles américaines

Santé

9. Les actions de Moderna et Eli Lilly reculent suite à l'annonce de résultats inférieurs aux attentes des marchés

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. L'administration Biden publie de nouvelles mesures de contrôle-export dans le secteur des semiconducteurs

Le 13 janvier, le Département du Commerce a [annoncé](#) un nouveau régime de contrôle-export, appelé AI Diffusion Framework, imposant un plafonnement des exportations de puces GPU et des pondérations de modèles propriétaires à destination de l'ensemble des pays du monde, à l'exception de 18 pays dont la France (pays dits Tier 1).

Le 15 janvier, le Département du Commerce a [annoncé](#) de nouvelles exigences de conformité concernant les circuits intégrés pour calculs haute performance (puces HPC), ainsi qu'aux fonderies et entreprises sous-traitantes d'assemblage de semiconducteurs (OSAT). Cette règle renforce les restrictions imposées par la règle intérimaire publiée le 2 décembre 2024 [voir [Brèves sectorielles du 6 décembre 2024](#)], qui s'inscrivait elle-même dans la continuité des mesures adoptées le 7 octobre 2022, le 17 octobre 2023.

Dans une lettre adressée au Président Biden, l'industrie a [déploré](#) l'absence de consultation préalable par l'administration et sa précipitation dans la publication de ces règles aux ramifications majeures pour le secteur.

2. Les États-Unis sanctionnent plus de 250 entités et individus contribuant aux efforts de la base militaro-industrielle russe

Le 15 janvier, le Département d'État et le Département du Trésor ont [annoncé](#) un paquet de sanctions à l'encontre de plus de 250 entités et individus impliqués dans les efforts de la base militaro-industrielle russe contre l'Ukraine. Le Département d'État vise plus de 150 individus et entités, dont la plupart évoluent dans les secteurs de la finance, de la défense et de l'énergie en Russie. Des entreprises basées en Chine facilitant le contournement de la Russie des sanctions en vigueur sont également ciblées. Le Département du Trésor a redésigné, en vertu du décret présidentiel (EO) 13662, près de 100 entités déjà sanctionnées par l'EO 14024, impliquées dans un réseau de facilitateurs de transactions financières pour le compte de la Russie.

Brèves

- Le 13 janvier, la Représentante américaine au Commerce (USTR) Katherine Tai a [publié](#) sa première stratégie de lutte contre le travail forcé en matière de politique commerciale. Le document présente un bilan de l'USTR sous le mandat Biden, soulignant notamment l'adoption de la loi sur la prévention du travail forcé des Ouïghours, la mise en œuvre du mécanisme de réponse rapide pour veiller au droit des travailleurs dans le cadre de l'USMCA, ou l'enquête lancée en

vertu de la Section 301 sur fond de suspicions de violation du droit des travailleurs au Nicaragua.

- Le 13 janvier, la Représentante américaine au Commerce (USTR) Katherine Tai a [publié](#) cinq modèles de textes de négociation sur les sujets de politique de concurrence, l'économie inclusive, les pratiques non-marchandes, les normes techniques et les entreprises publiques et monopoles désignés.
- Le 14 janvier, le Département du Commerce a [publié](#) la règle finale interdisant l'importation ou la commercialisation sur le territoire américain de tout véhicule neuf intégrant des systèmes de connectivité des véhicules (VCS) ou des systèmes de conduite automatisés (ADS) conçus par des entités chinoises ou russes. Contrairement à la proposition de réglementation dévoilée en septembre dernier, la définition retenue pour les véhicules connectés exclut ceux dont le poids est supérieur à 10 000 lb (soit environ 4,5 tonnes) : ceux-ci feront l'objet d'une règle spécifique qui sera publiée ultérieurement.

Climat – énergie – environnement

3. Le Président Biden publie un décret présidentiel visant à faciliter le développement des data centers

La Président Biden a [annoncé](#) le 14 janvier un décret présidentiel (Executive Order) visant à accélérer la construction de la prochaine génération d'infrastructures d'intelligence artificielle (IA) aux États-Unis, de manière à renforcer la compétitivité du pays, sa sécurité nationale, la sécurité de l'IA et le développement des énergies propres.

Le [décret présidentiel](#) prévoit des mesures pour atteindre ces objectifs avec, en particulier :

- D'ici le 28 février, le Département de l'Énergie (DoE) et le Département de la Défense (DoD) devront chacun proposer au moins trois sites fédéraux dont ils ont la gestion, sur lesquels des entreprises privées pourront implanter des data centers et les infrastructures énergétiques associées pour une mise en fonctionnement d'ici fin 2027. Les sites devront être choisis de manière à ce que les autorisations nécessaires puissent être totalement délivrées d'ici la fin 2025. Les appels d'offre concernant ces sites devront être réalisés d'ici le 31 mars et dureront 30 jours. Les gagnants de l'appel d'offre devront être connus d'ici le 30 juin. Les critères d'attribution prendront en compte la capacité des projets à fournir une énergie propre répondant aux besoins du projet, à gérer, entre autres, de manière efficiente les ressources (en particulier l'énergie et l'eau), à limiter l'impact sur les communautés locales, notamment en

termes d'augmentation des coûts de l'énergie ou encore à assurer la cybersécurité des sites ;

- D'ici le 15 mars, le Département de l'Intérieur (DoI), après consultation d'autres agences, devra identifier les sites fédéraux dont il a la gestion sur lesquels des entreprises privées pourraient développer des énergies propres afin d'alimenter les zones de développement de data centers, en particulier celles identifiées par le DoE et le DoD. Le DoI doit publier la liste des sites d'ici le 31 mars ;
- Le DoE devra identifier auprès des gestionnaires de réseaux électriques les opportunités de raccordement de data centers et de développement d'énergie propre ;
- Le DoE et le DoD devront soutenir le déploiement de l'énergie nucléaire sur les terrains dont ils ont la gestion par la construction de nouveaux réacteurs ou d'unités de sous-traitance. Ils devront identifier dans les 180 jours suivant la publication du décret une liste de 10 sites sur lesquels pourraient être construits de nouveaux réacteurs nucléaires pour répondre à la demande en électricité des data centers à horizon fin 2035 ;
- Le DoI devra également travailler au déploiement d'un plan de production d'énergie géothermique pour les data centers, notamment en identifiant d'ici le 15 mars cinq zones présentant un potentiel géothermique intéressant comme « Priority Geothermal Zones (PGZs) » ;
- Le DoE devra coordonner les efforts de recherche et développement pour optimiser les data centers et leur développement (système de refroidissement, consommation énergétique, cybersécurité, etc.) ;
- Les différentes administrations (Département de l'Énergie, Département de la Défense, Agence de protection de l'environnement, Département de l'Intérieur, etc.) devront se mettre en ordre de marche pour traiter en priorité et rapidement les demandes d'autorisation (*permitting*) liées au développement des data centers, par exemple en dédiant des personnels ;
- Les différentes administrations devront identifier dans les 60 jours suivant la publication du décret les activités qui pourraient être exclues de l'application du champ du National Environmental Protection Act (NEPA) pour soutenir l'installation des data centers sur les terres fédérales ;
- Le Département du Commerce (DoC) devra remettre au Président des États-Unis un rapport dans les 180 jours suivant la publication du décret identifiant les risques associés à la chaîne de sous-traitance de l'industrie des data centers aux États-Unis ;
- Dans un délai de 90 jours après la publication du décret, le Département d'État (DoS) devra initier un plan d'action avec les alliés et partenaires des États-Unis devant permettre de construire une infrastructure IA fiable entre pays affinitaires.

4. Le Département de l'Énergie mise sur la géothermie pour réduire les émissions des bâtiments

Le Département de l'Énergie (DoE) a [publié](#) le 8 janvier un rapport sur le déploiement des installations géothermiques pour le chauffage et le refroidissement aux États-Unis, en soulignant leur potentiel pour améliorer l'efficacité du système énergétique et pour réduire les émissions des bâtiments. Le DoE précise que ces technologies peuvent réduire la consommation d'électricité en période de forte demande, rendre les systèmes énergétiques plus fiables et abaisser les factures d'énergie. Le DoE prévoit de tripler la capacité géothermique actuelle d'ici 2035, avec le déploiement d'installations géothermiques dans 7 millions de foyers, ce qui pourrait générer entre 100 Md\$ et 150 Md\$ d'investissements. Pour encourager cette transition, le DoE précise que des crédits d'impôt fédéraux et des remises sur les services publics seront déployés pour compenser le coût initial plus élevé des installations géothermiques.

5. Les États-Unis publient leur nouvelle Stratégie nationale d'adaptation et de résilience au changement climatique

Le Département d'État (DoS) a [publié](#) le 10 janvier la nouvelle Stratégie nationale d'adaptation et de résilience américaine. Le DoS précise qu'elle contient un plan d'action et une série de mesures pour adapter les États-Unis aux effets immédiats, à moyen terme et à long terme du changement climatique. Le rapport [indique](#) que l'approche américaine repose sur quatre axes : i) une évaluation périodique des risques climatiques ; ii) la planification et l'identification des options d'adaptation par le biais d'un cadre national et des plans d'adaptation des agences fédérales ; iii) la mise en œuvre de ces stratégies à travers des ajustements politiques et des investissements fédéraux ; iv) le suivi, l'évaluation et l'adaptation des actions pour évaluer et assurer leur efficacité. Le DoS précise qu'en 2024, les États-Unis ont connu 27 catastrophes coûtant au moins 1 Md\$, pour un total de 182,7 Md\$ de dommages.

Brèves

- Le Département d'État (DoS) a [annoncé](#) le 14 janvier la signature d'un accord de coopération entre les États-Unis et la Thaïlande dans le domaine du nucléaire. Le DoS précise que cet accord établit un cadre permettant le transfert de matériel, d'équipements (dont des réacteurs), de composants et d'informations pour la recherche et la production d'énergie nucléaire civile, dans le respect de la non-prolifération nucléaire.
- Le Département de l'Énergie (DoE) a [annoncé](#) le 14 janvier un financement de 101 M\$ pour cinq projets visant à soutenir le développement de centres d'essai pour la capture, l'élimination et la conversion du dioxyde de carbone (CO₂) dans les installations de fabrication de ciment et les centrales électriques.

- Le Département de l'Énergie (DOE) a [publié](#) le 14 janvier une étude réalisée en collaboration avec d'autres agences montrant que les terres fédérales contigües (*onshore*) pourraient soutenir plus de 7 700 GW de capacité d'énergie renouvelable et que d'ici 2035, entre 51 GW et 84 GW de capacité renouvelable pourraient y être déployés, ce qui pourrait couvrir environ 10 % des besoins en énergie renouvelable nécessaire pour atteindre les objectifs de zéro émission nette carbone dans le secteur de l'électricité. Le DoE précise que l'étude a également identifié des zones spécifiques à fort potentiel pour des projets d'énergie solaire, éolienne et géothermique sur les terres fédérales.
- L'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) a [indiqué](#) le 13 janvier que le 26 décembre 2024, le terminal Plaquemines LNG, situé aux États-Unis, a expédié sa première cargaison de gaz naturel liquéfié (GNL) après avoir démarré la production mi-décembre. L'EIA précise que ce terminal est l'un des deux à avoir débuté la production de GNL en 2024, l'autre étant Corpus Christi Stage 3. L'EIA indique également que Plaquemines LNG sera mis en service en deux phases, avec au final une capacité nominale totale de 73,5 Mm³/j. L'EIA précise que Venture Global LNG, le développeur, prévoit de démarrer les exportations de GNL depuis la deuxième partie de l'installation en septembre 2025. L'EIA précise que les installations en cours de construction aux États-Unis, dont Golden Pass LNG et Rio Grande LNG, seront opérationnelles d'ici 2028, la capacité d'exportation de GNL du pays devant atteindre 600 Mm³/j., avec une capacité de pointe de 715 Mm³/j.

Transport et infrastructure

6. Le Département des Transports publie un bilan de son action sous l'administration Biden

Le Département des Transports (DoT) a [publié](#) le 16 janvier un bilan de l'action du Secrétaire aux Transports Buttigieg sur la période de janvier 2021 à janvier 2025. Le communiqué liste les réalisations suivantes :

- Un bilan de la loi bipartisane sur les infrastructures (BIL) avec, selon le communiqué, 591 Md\$ pour plus de 72 000 projets dans tout le pays. À ce jour, plus de 22 000 projets financés par le DoT seraient déjà achevés ou en bonne voie de l'être, et plus de 247 Md\$ de fonds de la BIL auraient été engagés.
- Un renforcement du droit des passagers aériens, au moyen notamment de plusieurs nouvelles réglementations et d'actions spécifiques du DoT, en particulier pour les passagers handicapés.

- Un renforcement de la sécurité dans les différents modes de transport.
- Une amélioration de l'accessibilité des transports.
- Un renforcement des chaînes d'approvisionnement dont le DoT estime qu'il a contribué à 80 % à la réduction de l'inflation constatée en 2023.
- Une création de richesse en lien avec le secteur des transports, que ce soit par la création d'emplois, par une amélioration de la connectivité ou par une participation facilitée des petites entreprises aux appels d'offre publics.
- Une réduction des émissions de gaz à effet de serre en lien avec le système de transport et une plus grande résilience des infrastructures de transport aux effets du changement climatique.
- Un effort dans l'innovation et la recherche dans le secteur des transports.
- Une amélioration du système mondial de transport par une collaboration internationale dans le domaine de l'aviation et du maritime.

Brèves

- Le Département des Transports (DoT) a [publié](#) le 15 janvier le [Rapport d'avancement 2025](#) de la stratégie nationale de sécurité routière (SNRS) lancée au début de l'année 2022 en réponse à l'augmentation du nombre de morts sur les routes américaines ces dernières années. Le rapport 2025 dresse le bilan des actions conduites en 2024 et est l'occasion de partager les engagements volontaires d'autres parties prenantes (« les alliés de la SNRS ») pour atteindre l'objectif ultime de la SNRS de zéro mort sur les routes américaines.

Industrie

7. L'administration américaine annonce l'octroi de 210 M\$ de subventions supplémentaires à six Tech Hubs

L'administration américaine a [annoncé](#) l'attribution de 210 M\$ de subventions à six Tech Hubs parmi les 31 initialement désignés, chacun recevant entre 22 M\$ et 48 M\$, portant le total des financements à plus de 700 M\$ pour 18 centres d'excellence. Cette initiative fait suite à l'annonce en juillet 2024 de l'attribution de 500 M\$ à une première série de 12 Tech Hubs, dans l'objectif de favoriser l'innovation technologique, la compétitivité économique et la sécurité nationale des États-Unis.

Les Tech Hubs sélectionnés se concentreront sur des technologies critiques telles que les semi-conducteurs, l'intelligence artificielle, les énergies propres et l'informatique quantique. Par exemple, le

Vermont Gallium Nitride Tech Hub recevra environ 23 M\$ pour accélérer le développement et l'adoption de dispositifs électroniques à base de nitrure de gallium (GaN). Parmi les autres pôles, on retrouve l'American Aerospace Materials Manufacturing Tech Hub (Washington, Idaho); le Birmingham Biotechnology Hub (Alabama), axé sur les biotechnologies pilotées par l'IA; le Corvallis Microfluidics Tech Hub (Oregon); le Critical Minerals and Materials for Advanced Energy (CM2AE) Tech Hub (Missouri); et le Forest Bioproducts Advanced Manufacturing Tech Hub (Maine), se concentrant sur les polymères durables issus de la biomasse du bois.

Le financement additionnel a été rendu possible grâce à l'adoption bipartisane de la loi de financement de la défense nationale pour l'année fiscale 2025 ([FY25 NDAA](#)) par le Congrès.

Brèves

- Selon les informations du Wall Street Journal, les entreprises sidérurgiques américaines Cleveland-Cliffs et Nucor pourraient [déposer](#) une offre pour U.S. Steel suite blocage du rachat par le japonais Nippon Steel par le Président Biden. Cleveland-Cliffs a l'intention d'acheter la totalité de U.S. Steel au comptant, puis de vendre le haut-fourneau Big River Steel à Nucor. Nippon Steel avait proposé d'acheter U.S. Steel pour 55 \$ par action, dans le cadre d'une transaction évaluant l'entreprise à plus de 14 Md\$, alors que l'offre de Cleveland-Cliffs et de Nucor se situerait probablement autour de 30 \$ par action.
- Le Département du Commerce a [annoncé](#) le 16 janvier la signature d'accords préliminaires avec plusieurs équipementiers du secteur des semi-conducteurs pour l'attribution de subventions dans le cadre du CHIPS Act. Ces financements, pour un total de près de 250 M\$, vont bénéficier à trois entreprises américaines, et une japonaise : Analog Devices recevra 105 M\$ pour moderniser ses sites dans le Massachusetts, l'Oregon et l'État de Washington, créant environ 500 emplois. Coherent obtiendra 79 M\$ pour étendre son usine en Pennsylvanie et générer 360 emplois. IntellipEPI recevra 10,3 M\$ pour améliorer sa production de wafers au Texas, avec 56 emplois créés. Sumika bénéficiera de 52,1 M\$ pour construire une usine de produits chimiques ultrapurs au Texas.

Agriculture et industrie agroalimentaire

8. L'USDA publie son rapport annuel sur la propriété étrangère des terres agricoles américaines

Le rapport annuel de l'USDA sur la propriété étrangère des terres agricoles des États-Unis a été [publié](#) le 14 janvier et compile les données jusqu'au 31 décembre 2023. L'Agricultural Foreign Investment Disclosure Act de 1978 (AFIDA) impose aux entités étrangères de déclarer leurs achats, ventes et intérêts dans les terres agricoles américaines auprès de l'USDA. La loi comporte une définition large des entités étrangères, incluant l'ensemble des individus, des entreprises et des gouvernements étrangers. En cas de non-conformité, des amendes pouvant atteindre 25 % de la valeur marchande des terres peuvent être infligées. En 2024, l'USDA a renforcé la surveillance en imposant des pénalités records pour non-conformité, soulignant une volonté accrue de contrôler ces opérations.

L'année 2023 a enregistré un nombre record de déclarations, en augmentation de 5 % par rapport à 2022. Depuis 2010, la superficie détenue par des investisseurs étrangers a fortement augmenté, passant de 2,0 % à 3,6 % des terres agricoles privées, soit une hausse de 8,5 Mha en 13 ans. En 2023, 18,6 Mha étaient détenus par des étrangers, marquant une augmentation de 639 000 hectares par rapport à 2022. La moitié de ces terres était constituée de forêts, suivie des terres arables, des pâturages et des espaces mixtes, incluant des logements et des infrastructures rurales. Sur les cinq dernières années, les terres arables ont connu la plus forte progression. Les investisseurs canadiens dominent largement la propriété étrangère des terres agricoles aux États-Unis avec 6,2 Mha (près d'un tiers), suivi par les Néerlandais (2,1 Mha), les Italiens (1,1 Mha) et les Britanniques (1,1 Mha). Les investisseurs français possèdent quant à eux 570 000 ha.

La question de la propriété étrangère des terres agricoles américaines est étroitement liée à la sécurité nationale, notamment lorsqu'elle concerne des nations considérées comme « adversaires des États-Unis ». Le Bureau of Industry and Security (BIS) identifie la Chine, Cuba, l'Iran, la Corée du Nord, la Russie et le Venezuela comme pays adversaires. Les investisseurs originaires de cinq de ces nations (à l'exclusion de la Corée du Nord, qui ne détient aucune terre agricole aux États-Unis) possèdent collectivement 150 000 ha, soit 0,03 % de toutes les terres agricoles privées du pays, une superficie qui a diminué ces dernières années.

Brèves

- La Food and Drug Administration (FDA) a [annoncé](#), le 15 janvier, l'interdiction de l'utilisation du colorant E127, aussi

nommé érythrosine ou « Red 3 », en raison de son risque cancérigène. Dérivé du pétrole, le « Red 3 » a cet intérêt pour les fabricants de rendre leurs produits plus attrayants en leur donnant un aspect rose à rouge vif. Cette interdiction d'utilisation devra être effective au plus tard en janvier 2027 pour les aliments (environ 3 000 denrées alimentaires concernées) et janvier 2028 pour les médicaments. Cette décision fait suite à la pétition déposée en 2022 par le Center for Science in the Public Interest, soutenue par 23 autres organisations et des experts scientifiques, qui exhortait la FDA à interdire ce colorant dangereux pour la santé des consommateurs. Dans l'Union européenne, l'usage alimentaire de ce colorant est encadré très strictement depuis les années 1990. Il n'est actuellement autorisé que pour les cerises confites et « cocktail » présentes dans les boîtes de conserve, ainsi que dans certains médicaments en gélules.

- Le Département de l'Agriculture (USDA) a [publié](#) une règle provisoire relative aux lignes directrices techniques pour les cultures climato-intelligentes (CSA) utilisées comme matières premières pour les biocarburants. Cette règle établit un cadre pour la quantification, la déclaration et la vérification des émissions de gaz à effet de serre (GES) associées à la production de ces cultures aux États-Unis. Un des objectifs de cette initiative est d'intégrer les pratiques agricoles climato-intelligentes dans les programmes de carburants propres, ouvrant ainsi de nouvelles opportunités de marché pour les producteurs de matières premières tout en contribuant à la réduction des émissions de GES. Renforcer la transparence et la traçabilité des émissions associées aux biocarburants est essentiel pour leur intégration dans les réglementations sur les carburants propres (notamment les carburants durables pour l'aviation – SAF) et les programmes de crédits carbone. Parallèlement, l'USDA a [lancé](#) une version bêta de l'outil Feedstock Carbon Intensity Calculator (FD-CIC), permettant une évaluation précise de l'intensité carbone des cultures au niveau des exploitations agricoles.

Numérique et innovation

Brèves

- Meta a [annoncé](#) qu'elle procédera au licenciement d'environ 3 600 postes, soit 5 % de ses effectifs, en ciblant les employés jugés « sous-performants ». Les postes vacants seront pourvus par de nouveaux recrutements plus tard dans l'année.
- La Federal Trade Commission (FTC) a [finalisé](#) les amendements à son règlement sur la protection de la vie privée des enfants en ligne (COPPA). Les nouvelles règles exigent une autorisation explicite des parents pour la collecte de données à des fins publicitaires et limitent la rétention et la

valorisation commerciales des données personnelles collectées par les entreprises. Les entreprises auront un an pour se conformer à ces nouvelles exigences – adoptées à l’unanimité du collège des commissaires – après leur publication au journal officiel fédéral.

Santé

9. Les actions de Moderna et Eli Lilly reculent suite à l’annonce de résultats inférieurs aux attentes des marchés

L’action de Moderna a [chuté](#) de 22 % le 13 janvier, suite à la publication de résultats jugés décevants par les marchés pour 2024. Moderna a en effet [indiqué](#) que ses revenus de l’année passée se situeraient entre 3,0 Md\$ et 3,1 Md\$, dans la fourchette basse de ses précédentes estimations, entre 3,0 Md\$ et 3,5 Md\$. Le Financial Times a notamment attribué ces résultats à la diminution de la taille du marché pour les vaccins contre la Covid-19.

Le 14 janvier, Eli Lilly a également [annoncé](#) des revenus en-deçà des attentes des marchés. Malgré une hausse de 32 % par rapport à 2023 (pour atteindre 45 Md\$), la presse [attribue](#) la chute de 7 % de la valorisation des actions d’Eli Lilly à des ventes des traitements antidiabétique et anti-obésité (Mounjaro et Zepbound) inférieures aux attentes (3,5 Md\$ pour Moujaro au lieu de 4,4 Md\$; 1,9 Md\$ pour Zepbound au lieu de 2,2 Md\$). Eli Lilly a reconnu que la croissance du marché américain au dernier trimestre 2024 avait été inférieure à ses précédentes estimations.

Brèves

- Le 13 janvier, Johnson & Johnson a [annoncé](#) avoir conclu un accord en vue de l’acquisition de l’entreprise de biotechnologies américaine Intra-Cellular Therapies, pour 14,6 Md\$.
- Le 13 janvier, Eli Lilly a [annoncé](#) avoir conclu un accord en vue de l’acquisition de l’entreprise de biotechnologies Scorpion Therapeutics, pour 2,5 Md\$. Basée à Boston, Scorpion Therapeutics est spécialisée dans le développement de petites molécules pour le traitement des cancers.
- Le 13 janvier, le groupe pharmaceutique américain Abbvie a [annoncé](#) avoir acquis une licence pour le développement d’un traitement des cancers de la moelle osseuse à l’entreprise de biotechnologies chinoise Simcere Zaiming pour plus de 1 Md\$.
- Le 13 janvier, l’entreprise de dispositifs médicaux américaine Illumina a [annoncé](#) qu’elle collaborerait avec l’entreprise de semi-conducteurs américaine Nvidia afin de développer des plateformes d’analyse de données multiomiques.

- Le 15 janvier, l'entreprise pharmaceutique Gilead a [annoncé](#) avoir conclu un accord avec les départements de la Justice (DoJ) et de la Santé (HHS) américains, mettant fin à un différend vieux de cinq ans sur les droits de propriété intellectuelle des traitements contre le VIH Truvada et Descovy, développés par Gilead.
- Le 16 janvier, le géant de l'informatique en nuage américain Google Cloud et l'entreprise pharmaceutique française Servier ont [annoncé](#) la prolongation pour cinq ans de leur partenariat sur l'utilisation de l'intelligence artificielle dans la recherche et le développement de nouveaux traitements.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington
washington@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis
Abonnez-vous [ici](#)